

Session du 9 avril 2021

Vœu présenté par le Président

Fonderie de Bretagne

Exposé sommaire

Le groupe Renault a annoncé il y a quelques jours sa volonté de vendre la Société Fonderie de Bretagne dont le site historique de Kerpont à Caudan emploie près de 350 salariés.

En mai dernier, la mobilisation des salariés et des élus a permis d'éviter la fermeture du site. Renault a alors engagé une revue stratégique dont l'objectif était de travailler sur les pistes de développement du site.

Cette décision vient clore ce travail et plonge dans l'incertitude les salariés et leurs familles. Attachés à leur outil industriel, à leur entreprise et à son histoire, ils veulent continuer à travailler et à faire vivre l'excellence de l'industrie bretonne.

La Région est à leurs côtés.

Par ailleurs, alors que le gouvernement place l'industrie et le renforcement d'un appareil de production garantissant la souveraineté du pays, au cœur de son plan de relance, la décision du groupe Renault apparaît comme un reniement.

La Région a investi près de 2,8 millions d'euros sur ce site, comme les salariés nous sommes attachés à cet outil et nous ne le passerons pas par pertes et profits. L'histoire n'est pas écrite à l'avance. Ce site industriel a un potentiel. Et Renault doit la transparence et des engagements pour l'avenir du site et ses salariés.

On ne renonce pas à un site comme celui-ci sans interroger sa propre stratégie et surtout sans entamer avec les représentants du personnel, les élus locaux et l'Etat, actionnaire du groupe, un dialogue qui ne soit pas contraint par un compte-à-rebours mortifère ou par une alternative biaisée : « n'importe quel repreneur, n'importe quelle solution, à n'importe quel cout social ou c'est la fermeture ». Nous nous y refusons.

Le Conseil régional de Bretagne, réuni en session plénière le 9 avril 2021 :

- Exprime son soutien aux salarié.e.s de la société Fonderie de Bretagne et réaffirme son engagement complet à la recherche d'une solution qui garantisse la pérennité de l'outil industriel, le maintien et le développement de l'emploi,
- Demande que toutes les pistes possibles soient étudiées et discutées y compris le maintien au sein du groupe Renault avant que cette décision ne soit appliquée,
- Demande, que le Ministre de l'économie Bruno Le Maire vienne rencontrer l'ensemble des élus locaux et les représentants des salariés.

